



## L'ACCORD ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL GLOBAL AVEC L'UNION EUROPÉENNE Impacts et perspectives pour le secteur laitier

### L'ACCORD ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL GLOBAL AVEC L'UNION EUROPÉENNE (AECG)

- Le 18 octobre dernier, le gouvernement du Canada a conclu un accord de principe avec l'Union européenne (UE) dans la négociation de l'Accord économique et commercial global (AECG). L'accord donne à l'UE une concession majeure dans le fromage.
- Pour devenir final, cet accord doit être ratifié par les Parlements canadien et européen. Deux ans sont prévus pour que cette étape soit franchie.

### FAITS SAILLANTS DE LA CONCESSION D'ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES DANS LE SECTEUR LAITIER

- Un accès additionnel préférentiel à l'UE d'environ 800 tonnes à l'intérieur du contingent de 20 400 tonnes de fromages déjà accordé par le Canada à ses partenaires commerciaux (13 400 tonnes provenaient déjà de l'UE).
- Un accès de 16 000 tonnes de fromages « de qualité » (fromages fins).
- Un accès de 1 700 tonnes de fromages « industriels » (cheddar et mozzarella).

Les définitions exactes de ces catégories restent à préciser.

### QUEL EST L'IMPACT DE CES CONCESSIONS?

- Peu importe les arguments du gouvernement, un fait est clair, la concession accordée à l'UE fera en sorte qu'il y aura 180 millions de litres de lait qui ne seront pas produits ni transformés ici, ce qui entraînera un impact en termes d'emploi et de richesse collective.
- Au cours des 20 dernières années, les producteurs et fromagers d'ici ont investi, au bas mot, plus de 100 millions de dollars pour développer ce marché. Le Canada vient d'en céder le rendement aux Européens!
- L'accès additionnel donné à l'UE de 17 700 tonnes de fromages, dont 16 000 tonnes de fromages fins, pourrait représenter jusqu'à 30 % du marché de détail de ces fromages. Sur la base de la croissance annuelle du secteur des fromages fins qui n'est que de 1 %, ce secteur risque de connaître au total un recul de 25 % si la mise en œuvre du nouveau contingent tarifaire ne s'étale que sur 5 ans.
- Pour l'ensemble des fromages (fins et « industriels »), les importations supplémentaires vont accaparer plus que la croissance, qui est actuellement estimée à 0,5 %. Le secteur fromager canadien risque de connaître une décroissance de 1,7 % au terme des 5 ans d'implantation.

- L'impact négatif de cette concession se fera particulièrement sentir au Québec qui produit plus de 50 % des fromages au Canada et plus de 60 % des fromages fins.
- Les pertes de revenus, réelles et mesurables, occasionnées par l'entrée de ces importations supplémentaires de fromages, s'élèveront annuellement à plus de 300 millions de dollars pour les producteurs et les fromagers.

#### LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DU SECTEUR LAITIER

- La filière laitière québécoise génère 83 000 emplois, 1,3 milliard de recettes fiscales et 5,5 milliards de dollars de PIB. Pour l'ensemble du Canada, c'est un secteur qui génère 218 330 emplois, ajoute 16,2 milliards de dollars au PIB et procure 3 milliards de dollars en recettes fiscales aux trois paliers de gouvernement. La production laitière occupe le premier rang des productions agricoles au Québec, avec près de 30 % des recettes agricoles totales, devant la production porcine qui se situe au deuxième rang avec 15 %.
- Leader canadien dans la fabrication fromagère avec plus de 400 variétés de fromages, le Québec produit plus de 50 % des fromages canadiens et plus de 60 % des fromages fins et artisanaux. D'ailleurs, on note une croissance remarquable du nombre de petites fromageries artisanales qui s'élève maintenant à 51; ce qui représente une hausse de près de 50 % depuis 2000. Au total, on retrouve 90 fromageries au Québec.
- À l'échelle du Canada, c'est près de 37 % des recettes découlant de la production laitière qui proviennent du Québec, ce qui en fait la principale province productrice de lait au Canada. La production laitière canadienne génère 16,2 milliards de dollars.

#### LA GESTION DE L'OFFRE

- Les producteurs canadiens sous gestion de l'offre comptent entièrement sur le prix du marché et ne reçoivent aucune subvention gouvernementale pour soutenir leurs revenus. Ils ont besoin que le marché canadien soit protégé pour éviter que les pays exportateurs qui subventionnent lourdement leurs producteurs, qui jouissent de conditions climatiques que nous ne pouvons concurrencer ou qui bénéficient de règles moins exigeantes et d'une main-d'œuvre à très bon marché, ne viennent envahir leur marché.
- Pour sa part, l'Europe dope ses exportations à l'aide de subventions. Le budget annuel de la Politique agricole commune de l'Union européenne avoisine les 80 milliards de dollars. Un récent rapport d'expert, commandé par l'European Milk Board (EMB), estime que la part des subventions dans le revenu des producteurs laitiers européens est passée de 44 % en 2006 à 64 % en 2009.

#### EN BREF, CE QUE NOUS DEMANDONS

##### **Du gouvernement du Canada :**

- Qu'il obtienne dans la négociation finale de l'Accord une période d'implantation la plus longue possible en plus de revoir la répartition de la concession selon le type de fromages afin de minimiser les dommages dans le segment des fromages fins au détail;
- Qu'il mette fin au contournement des contingents tarifaires et aux mauvais classements de l'Agence des services frontaliers du Canada;
- Qu'il impose les mêmes exigences de production et de transformation pour les produits importés.
- Qu'il investisse les compensations financières promises dans des mesures structurantes pour les fromagers et les producteurs.

##### **Du gouvernement du Québec :**

- Qu'il ne signe pas l'entente si le gouvernement fédéral ne répond pas à ces demandes, et ce, tel qu'il s'est engagé à le faire.
-